

CESR de Lorraine, séance plénière du 18 juin 2010 Budget supplémentaire, financement de GECI AVIATION.

La région Lorraine a décidé de faire de Chambley son engagement emblématique : sur le plan économique avec le projet GECI et sur le plan culturel, du sport et des loisirs avec les manifestations qu'elle soutient ou organise sur le site.

Ce choix est celui du Conseil Régional qui reste logique avec lui-même dans son projet d'aménagement territorial consistant à structurer un espace central transversal de l'aéroport de Louvigny, la gare d'interconnexions de Vandières, le pôle de Chambley, jusqu'au lac de la Madine ! On ne reprochera pas à la région de manquer d'ambition pour structurer l'espace et mettre en place un projet qui nous l'espérons sera générateur d'emplois et ouvrira de nouvelles perspectives à l'activité industrielle lorraine.

On connaît dans cette assemblée et ailleurs la position de la CGT sur les financements publics sur des opérations privées visant à conforter, soutenir et développer des activités économiques venant de secteurs qui relèvent du droit et des financements privés. Nous ne sommes pas en face d'une exigence de solidarité comme cela peut être le cas pour des agriculteurs qui sont eux aussi victimes des dérèglements financiers mais d'un choix d'investisseur utilisant les fonds publics pour les transférer vers des activités privées dont nous ne connaissons pas les garanties et les contreparties.

En face d'un financement public les règles de l'intérêt général et des droits sociaux doivent être explicitement données et nous estimons que ce dossier manque singulièrement de lisibilité.

La Région a choisi d'être en quelque sorte le « banquier » de la société GECI, elle a décidé d'entrer dans le capital d'une des sociétés car nous avons en face de nous un montage de différentes sociétés comme il se doit dans ce type d'opérations. Ce choix nous en prenons acte comme lorsque la Région se décide de s'engager dans les Partenariats Publics Privés.

Nous connaissons les arguments qui nous sont renvoyés pour justifier ce type d'engagement. Il n'y a plus d'argent ! C'est la crise, on gère, l'essentiel est dans le futur des emplois à venir. Mais quel drôle de société qui d'un côté clame sa liberté d'entreprendre et son horreur des impôts et des taxes et qui de l'autre fait la chasse aux subventions et accepte de s'implanter quelque part qu'à la condition de bénéficier de tous les équipements, les structures et la main d'œuvre formée à coup de financement public pour ensuite répartir ses bénéfices entre actionnaires !

Nous partageons l'avis émis par les commissions sur cette partie du budget supplémentaire car il s'agit bien de cela mais nous exprimons nos plus grandes réserves et notre désaccord sur cette stratégie de financement.